

## **Compte rendu sommaire du Comité syndical intervenant en substitution du Comité d'exploitation de la Régie Velib'**

Séance du 12 décembre 2019  
Reportée au 19 décembre 2019 faute de quorum

Le dix-neuf décembre deux mille dix-neuf, à 15 heures, le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation de la Régie Velib', dûment convoqué le douze décembre 2019, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Paris, 4 rue de Lobau, 75004 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice :	108
Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice :	2
Nombre de délégués présents ou représentés :	21 (dont 8 pouvoirs)
Nombre de personnalité qualifiée extérieure présente :	0

### **Étaient présents :**

#### **Titulaires :**

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Pascal Turano (Charenton), M. Serge Kehyayan (Clamart), M. Bouteib Kaddani (Joinville-le-Pont), Mme Catherine Pilon (Montreuil), Jean-Jacques Pasternak (Nogent sur Marne), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Jean-Pierre Boyer (Rosny-sous-Bois), M. Christophe Boissiere (Vincennes), Mme Christine Bruneau (GPSO), M. Ibrahima Traoré (Val de Marne) ;

#### **Suppléants avec voix délibératives :**

M. Thibault Simeoni (Maisons-Alfort), M. Dominique Lebrun (Saint-Cloud) ;

#### **Excusés ayant donné pouvoir :**

Mme France Bernichi (Alfortville) à M. J.-M. Arberet, M. Alain Loppinet (Bailly) à M. B. Kaddani, M. Henri Vincent (Bois-Colombes) à M. D. Lebrun, M. Samuel Besnard (Cachan) à Mme C. Bruneau, M. Pascal Butin (Neuilly-Plaisance) à M. J.-P. Boyer, M. Christophe Najdovski (Paris) à Mme C. Baratti-Elbaz, M. Christian Page (Saclay) donne pouvoir à M. S. Kehyayan, M. Mahrouf Bounegta (Villejuif) donne pouvoir à M. C. Boissiere ;

#### **Excusés :**

Mme Perrine Precetti (Antony), M. Jean-François Ploteau (Argenteuil), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières), M. Martin Kuengiend (Champigny-sur-Marne), M. Hervé Hemonet (Colombes), M. Bruno Hélin (Creteil), M. Yves Menel (Garches), M. Christophe Bernier (Gennevilliers), M. Fatah Aggoune (Gentilly), M. Philippe Brillault (Le Chesnay-Rocquencourt), Mme Sophie Deschiens (Levallois), M. Christophe Paquis (Les Lilas), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Gilles Gauché-Cazalis (Nanterre), M. Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine), M. Philippe Lebeau (Pantin), M. Patrice Pattée (Sceaux), Mme Catherine Bloch (Vaucresson), M. Hervé Fleury (Versailles), M. Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), M. Hervé Lièvre (GPSO), M. Bernard Roche (GPSO), M. Yann Wehring (Région IDF), M. Patrick Ollier (MGP).

### **Assistaient également à la séance :**

Mmes Ghislaine Geffroy, directrice du Syndicat, Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, MM. Hugues Celier, Directeur des services techniques, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, directeur juridique et de la commande publique, et Pierre Rapeau, référent de l'administration générale.

### **Ordre du jour :**

1. Approbation du procès-verbal (**Régie Velib'**) de la séance du 19 septembre 2019
2. Délibérations : Avis requis sur :
  - Le protocole transactionnel avec Smovengo
  - Les modifications des contributions 2019
  - La décision modificative n°2 du Budget Annexe 2019 Régie Velib'
  - Les contributions 2020
  - Le Budget annexe de la régie autonome Velib' primitif 2020

La Présidente a ouvert la séance à 15 heures 25. et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Jean-Michel Arberet est désigné secrétaire de séance.

## **Compte rendu sommaire du Comité syndical intervenant en substitution du Comité d'exploitation de la Régie Velib'**

Séance du 12 décembre 2019  
Reportée au 19 décembre 2019 faute de quorum

Le dix-neuf décembre deux mille dix-neuf, à 15 heures, le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation de la Régie Velib', dûment convoqué le douze décembre 2019, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Paris, 4 rue de Lobau, 75004 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice :	108
Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice :	2
Nombre de délégués présents ou représentés :	21 (dont 8 pouvoirs)
Nombre de personnalité qualifiée extérieure présente :	0

### **Étaient présents :**

#### **Titulaires :**

M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Pascal Turano (Charenton), M. Serge Kehyayan (Clamart), M. Bouteieb Kaddani (Joinville-le-Pont), Mme Catherine Pilon (Montreuil), Jean-Jacques Pasternak (Nogent sur Marne), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Jean-Pierre Boyer (Rosny-sous-Bois), M. Christophe Boissiere (Vincennes), Mme Christine Bruneau (GPSO), M. Ibrahima Traoré (Val de Marne) ;

#### **Suppléants avec voix délibératives :**

M. Thibault Simeoni (Maisons-Alfort), M. Dominique Lebrun (Saint-Cloud) ;

#### **Excusés ayant donné pouvoir :**

Mme France Bernichi (Alfortville) à M. J.-M. Arberet, M. Alain Loppinet (Bailly) à M. B. Kaddani, M. Henri Vincent (Bois-Colombes) à M. D. Lebrun, M. Samuel Besnard (Cachan) à Mme C. Bruneau, M. Pascal Butin (Neuilly-Plaisance) à M. J.-P. Boyer, M. Christophe Najdovski (Paris) à Mme C. Baratti-Elbaz, M. Christian Page (Saclay) donne pouvoir à M. S. Kehyayan, M. Mahrouf Bounegta (Villejuif) donne pouvoir à M. C. Boissiere ;

#### **Excusés :**

Mme Perrine Precetti (Antony), M. Jean-François Ploteau (Argenteuil), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières), M. Martin Kuengienda (Champigny-sur-Marne), M. Hervé Hemonet (Colombes), M. Bruno Hélin (Creteil), M. Yves Menel (Garches), M. Christophe Bernier (Gennevilliers), M. Fatah Aggoune (Gentilly), M. Philippe Brillault (Le Chesnay-Rocquencourt), Mme Sophie Deschiens (Levallois), M. Christophe Paquis (Les Lilas), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Gilles Gauché-Cazalis (Nanterre), M. Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine), M. Philippe Lebeau (Pantin), M. Patrice Pattée (Sceaux), Mme Catherine Bloch (Vaucresson), M. Hervé Fleury (Versailles), M. Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), M. Hervé Lièvre (GPSO), M. Bernard Roche (GPSO), M. Yann Wehring (Région IDF), M. Patrick Ollier (MGP).

### **Assistaient également à la séance :**

Mmes Ghislaine Geffroy, directrice du Syndicat, Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, MM. Hugues Celier, Directeur des services techniques, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, directeur juridique et de la commande publique, et Pierre Rapeau, référent de l'administration générale.

### **Ordre du jour :**

1. Approbation du procès-verbal (**Régie Velib'**) de la séance du 19 septembre 2019
2. Délibérations : Avis requis sur :
  - Le protocole transactionnel avec Smovengo
  - Les modifications des contributions 2019
  - La décision modificative n°2 du Budget Annexe 2019 Régie Velib'
  - Les contributions 2020
  - Le Budget annexe de la régie autonome Velib' primitif 2020

La Présidente a ouvert la séance à 15 heures 25. et a constaté que la condition de quorum était remplie.

M. Jean-Michel Arberet est désigné secrétaire de séance.



## 1. Approbation du procès-verbal (**Régie Velib'**) de la séance du 19 septembre 2019

*Le procès-verbal du Comité Syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 19 septembre 2019 est adopté à l'unanimité.*

## 2. Délibérations

- Le protocole transactionnel avec Smovengo (VM 2019 09)

Le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole a notifié le 9 mai 2017 le marché portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS) au groupement SMOOVENGO, constitué des sociétés SMOOVE, MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA, et remplacé par la Société dédiée Smovengo, par l'avenant n°1 en date du 31 juillet 2017.

Dans le cadre de ce marché, les délais impartis à la Société Smovengo pour la mise en service des prestations prévues à la partie forfaitaire avec notamment 1050 stations étaient les suivants :

- Au 1<sup>er</sup> janvier 2018 : la mise en service du dispositif et son ouverture au public, avec *a minima* 50 % du nombre de stations prévues au forfait, soit 525 vélos-stations;
- Au 1<sup>er</sup> avril 2018 : la mise en service de l'ensemble des stations.

Par Ordre de Service n°3 en date du 29 juin 2017, le Syndicat a commandé 350 stations supplémentaires hors Paris et 10 850 points d'accroche au titre du chapitre 1A du bordereau de prix unitaires (BPU) qui devaient être mises en service dans les mêmes conditions que celles prévues au forfait.

Au vu des importantes difficultés rencontrées sur la qualité du service Velib' en 2018, le Syndicat et la Société Smovengo sont convenus en janvier 2019 d'un règlement amiable, global et définitif de leur différend par un protocole transactionnel tenant compte des retards constatés dans l'ouverture des stations, des effets d'un plan d'urgence initié en cours d'année et des difficultés techniques rencontrées par Smovengo dans le déploiement comme de la qualité des prestations en phase d'admission partielle du service global.

Lors de l'exécution de ce marché sur l'année 2019, il a été constaté, d'une part, des retards dans le déploiement des stations prévues au forfait et au Bordereau de Prix Unitaires (BPU) avec leurs conséquences sur l'exploitation du service prévu et, d'autre part, des dysfonctionnements significatifs du système dégradant l'expérience de l'utilisateur du service Velib'.

Ces retards et manquements ont été actés dans les procès-verbaux rédigés lors des opérations mensuelles de vérifications des prestations du marché tout au long de l'année 2019.

L'examen de la qualité de service a également fait l'objet de procès-verbaux du Syndicat rédigés sur la base de l'examen mensuel du respect des critères de performance prévus au marché.

En conséquence de ces retards et manquements dans l'exécution des prestations attendues, conformément à l'Annexe 1 au programme fonctionnel définitif – clauses administratives, le Syndicat a notifié à la Société Smovengo les pénalités prévues contractuellement.

Ainsi, afin de sanctionner l'exécution partielle des prestations constatée et le non-respect des critères de performance et de qualité de service lors des opérations de vérification, quatre

décomptes provisoires de pénalités d'un million d'euros chacun ont été notifiés au titulaire du marché, la société Smovengo pour la période allant du 1<sup>er</sup> avril au 31 août 2019.

Afin d'obtenir le paiement des décomptes de pénalités correspondant à cette période, le Syndicat a émis quatre titres exécutoires.

Les décomptes de pénalités 10 et 11 correspondants respectivement à la période du 1<sup>er</sup> juin au 30 juin 2019 et à la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août 2019 ont été contestés par la société Smovengo par un courrier en réclamation en date du 13 novembre 2019. Le Syndicat n'a pas fait droit à cette réclamation par un courrier en date du 3 décembre 2019.

La société Smovengo a également introduit une requête devant le tribunal administratif de Paris tendant à contester le titre de recettes par le comptable public afférent au décompte de pénalités n°10 correspondant à la période du mois de juin 2019.

Conformément aux possibilités offertes en matière de marché public, la Société Smovengo a transmis à compter de mars 2019 au Syndicat une demande d'acompte mensuel au titre du forfait et du BPU correspondant au douzième des montants prévus annuellement au marché.

Le Syndicat a refusé de régler ces montants d'acompte au regard du service fait et des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et a arrêté le montant de l'acompte mensuel versé à un niveau inférieur à ces demandes.

Sur la base des prestations exécutées, la Société Smovengo a déposé des réclamation-contestations des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars à juillet 2019.

Chaque mois concerné, le Syndicat a confirmé sa position et le montant des acomptes notifiés au vu du service fait au regard des prestations attendues conformément aux prescriptions du marché.

Compte tenu de ces importants différends, du souhait partagé d'éviter des contentieux longs et coûteux et de l'intérêt à parvenir comme en 2018 à un accord sur l'année 2019, le Syndicat et Smovengo se sont rapprochés et sont convenus d'un règlement amiable, global et définitif.

Le Syndicat et la Société Smovengo se sont accordés :

- sur les montants dus au titre du forfait du marché et des stations commandées au bordereau des prix unitaires (BPU),
- sur le montant des pénalités applicables à la Société Smovengo au titre des dysfonctionnements constatés et des conséquences des retards pris dans la mise en service des stations prévues au forfait et de celles prévues au BPU,
- sur le montant du forfait du marché public pour l'année 2019 à payer par le Syndicat.



Le présent protocole transactionnel en précise les dispositions par lequel le Syndicat et la société Smovengo consentent mutuellement à :

- Renoncer à toute instance et action réciproque en cours et ultérieure entre elles concernant l'objet du présent protocole ;
- Fixer le montant du forfait du marché pour l'année 2019 à la somme de 30 593 060,06 euros hors taxes et hors indexation, soit 32 092 120 euros HT après indexation (indice révision 1,049), et d'ajuster en conséquence, par avenant, le montant global du marché à prix forfaitaire tel que fixé à l'article 4.2.1 de l'acte d'engagement ; le montant du forfait restant inchangé pour les autres années d'exécution du marché à 31 880 000 euros hors taxes et hors indexation ;
- Fixer le montant à payer par le Syndicat au titre de la commande au bordereau des prix unitaires, par l'ordre de service n° 3 en date du 29 juin 2017, de 350 stations hors Paris et de 10 850 points d'accroches à la somme de 7 334 148,90 euros hors taxe et hors indexation, soit 7 693 522,20 euros HT après indexation (indice révision 1,049) ;
- Fixer le montant des pénalités appliquées en 2019 à la Société Smovengo, prévues à l'annexe 1 au programme fonctionnel définitif Clauses administratives, tous motifs confondus, notamment au titre des dysfonctionnement constatés et des retards dans la mise en service des stations prévues au forfait et de celles prévues au BPU pour les commandes émises jusqu'au 30 juin 2017, à la somme globale et forfaitaire de 4 000 000 euros hors taxes, tenant compte des opérations de vérifications effectuées et des procès-verbaux des critères de performance établis en 2019 ;
- Ajuster le montant global du marché public par voie d'avenant conclu par les parties en présence ;

La Société Smovengo par courrier en date du 4 décembre 2019 a fait état de son accord sur les termes de ce projet de protocole.

**Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,**

**EMET UN AVIS FAVORABLE** sur le protocole transactionnel ci-annexé.

- Les modifications des contributions 2019 (VM 2019 10)

Les montants des contributions obligatoires au budget annexe de la régie Velib' pour 2019 sont modifiés, cela pour tenir compte des derniers accords avec le titulaire du marché et l'évolution des recettes usagers.

- Pour la Ville de Paris : 19 700 € par station, soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 500 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- Pour les collectivités hors Paris : 9 700 € par station, soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 500 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

**Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,**

**EMET UN AVIS FAVORABLE** sur les montants des contributions 2019 pour l'exercice de la compétence Velib' arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 19 700 € par station, soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 500 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- Pour les collectivités hors Paris : 9 700 € par station, soit 1 200 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 500 € pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

- La décision modificative n°2 du Budget Annexe 2019 Régie Velib' (VM 2019 11)

Le budget Velib' 2019 a enregistré une première décision modificative en date du 19 septembre 2019.

Toutefois, à la suite d'un certain nombre d'éléments nouveaux venant impacter l'exécution budgétaire 2019, il s'avère nécessaire de procéder à des ajustements budgétaires :

En dépenses de fonctionnement :

- Baisse de la dépense à verser au titulaire du marché : - 2 000 000 euros consécutivement aux dysfonctionnements constatés et à l'absence de service fait dans sa totalité.
- Inscription de : + 60 000 euros permettant de procéder aux remboursements des frais engagés par le budget principal pour le compte du budget Velib'.
- Inscription de : + 732 000 euros permettant de financer une augmentation du nombre de vélos électriques faisant passer la part minimum de 30 à 35 %.
- Baisse des charges exceptionnelles de : - 651 584,27 euros (changement d'imputation)
- Inscription compensatoire en charges à caractère général : + 651 584,27 euros

En recettes de fonctionnement :

- Les pénalités appliquées au titulaire du marché sont de nouveau augmentées : +1 000 000 euros et donc portées en totalité à : 4 000 000 euros sur l'exercice 2019.
- Les prévisions de recettes usagers sont diminuées de 1 000 000 euros afin de faire basculer la quote-part des recettes de 2020 en 2019 (abonnements annuels).
- Les contributions des collectivités sont baissées de 1 208 000 euros. Cette baisse est consécutive à la non ouverture de certaines stations en 2019 et à la diminution de 300 euros du montant des contributions 2019.

En dépenses et recettes d'investissement :

70 000 euros sont inscrits en dépenses et en recettes d'investissement pour le traitement des cautions lors des neutralisations de stations à la demande d'un tiers.

Le budget total de l'exercice après la présente DM est de ce fait modifié passant ainsi d'un budget initial de 44 193 329,24 euros en dépenses et en recettes, à un budget de 43 058 329,24 euros soit : - 1 138 000 euros.

Ainsi après l'affectation au budget 2019 des recettes et dépenses de fonctionnement énoncées dans le cadre de cette décision modificative les sections de fonctionnement et d'investissement seront en équilibre.



**Le Comité syndical, intervenant en substitution du Conseil d'exploitation après en avoir délibéré, EMET UN AVIS FAVORABLE**, sur la décision modificative n°2 du budget annexe 2019 régie Velib' arrêtée comme suit :

Section de Fonctionnement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
011	611	2 000 000,00 €	1 383 584,27 €		
011	62878		60 000,00 €		
011	678	651 584,27 €			
70	70688			1 000 000,00 €	
74	74748			1 008 000,00 €	
74	74758			200 000,00 €	
77	7711				1 000 000,00 €
<b>TOTAL</b>		<b>2 651 584,27 €</b>	<b>1 443 584,27 €</b>	<b>2 208 000,00 €</b>	<b>1 000 000,00 €</b>

Section d'Investissement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
16	165		70 000,00 €		70 000,00 €
<b>TOTAL</b>		<b>0,00 €</b>	<b>70 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>70 000,00 €</b>

- Les contributions 2020 (VM 2019 12)

Les montants des contributions obligatoires sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

- Pour la Métropole du Grand Paris (MGP) : 100 000 € au titre de la contribution au titre des dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' soit 500 € par station pour une équivalence de 200 stations. Et 3,9 M€ pour l'exploitation du service Velib', soit un total de 4 M€ comme prévu dans le cadre du partenariat conclu entre le Syndicat et la MGP.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2020.

**Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré,**

**EMET UN AVIS FAVORABLE** sur les montants des contributions 2020 pour l'exercice de la compétence Velib' sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.
- Pour la Métropole du Grand Paris (MGP): 100 000 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib'. Et 3,9 M€ pour l'exploitation du service Velib', soit un total de 4 M€ comme prévu dans le cadre du partenariat conclu entre le Syndicat et la MGP.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2020.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

- Le Budget annexe de la régie autonome Velib' primitif 2020 (VM 2019 13)

Le budget primitif 2020 budget annexe du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole a pour objet de prévoir et d'autoriser les recettes et dépenses de la compétence optionnelle Velib' gérée sous forme d'une régie dotée de l'autonomie financière.

### **BUDGET ANNEXE de la Régie Autonome Velib'**

Le budget annexe Velib' fait l'objet d'inscriptions budgétaires sur le budget annexe du Syndicat, sur la base des engagements financiers liés au service Velib' dans le cadre du marché public en cours.

#### **Dépenses de fonctionnement (46 958 310 €)**

- **Dépenses réelles de fonctionnement (46 940 810 €) :**

Le paiement annuel de la prestation au forfait marché Velib' pour 1 050 stations  
33 601 520 € soit 71,58 % des dépenses réelles

Le marché Velib' prévoit un versement sur 15 ans de 478,2 M€ HT, soit un montant annuel à verser de 31,88 M€. Ce montant est indexé en fonction de l'indice correspondant prévu au marché estimé à 1,054 pour 2020.



Le paiement annuel de la prestation au BPU soit 350 stations hors Paris commandées et 10 850 points d'accroche

8 081 861,20 € soit 17,22% des dépenses réelles

Le marché Velib' prévoit un versement annuel de 7 667 800 € HT, ce montant est indexé en fonction de l'indice correspondant prévu au marché estimé à 1,054 pour 2020.

Les prestations complémentaires

774 618,80 € soit 1,65% des dépenses réelles

Les prestations particulières réalisées à la demande des communes ou du syndicat sont prévisibles. Elles sont possibles dans le cadre du marché Velib' sur la base du bordereau des prix unitaires prévu en annexe des conventions de superposition du domaine public et de financement, signées entre le Syndicat et les Collectivités.

Ce poste budgétaire 2020 intègre la création de six stations supplémentaires.

Et 450 000 € correspondent au coût d'exploitation annuel pour les 5% de vélos électriques supplémentaires.

Autres charges à payer au titulaire du marché

2 800 000 € soit 5,97 % des dépenses réelles dont :

- 1 600 000 € au titre de l'intéressement sur les recettes 2019, ce poste est en augmentation car les recettes 2019 ont triplé par rapport à 2018.
- 1 200 000 € au titre de l'indemnisation pour les volés et vandalisés, ce montant est capé à 10 % de la flotte de vélos en moyenne sur l'année.

Les charges du personnel affecté (579 000 €) à la Collectivité et le remboursement du personnel mutualisé (820 000€)

1 399 000 € soit 2,98 % des dépenses réelles

La masse salariale globale du Syndicat (budget principal et budget annexe) représente 1 802 650 € en 2020 contre 1 906 400 € en 2019 soit une baisse 5,44 %.

La répartition de la masse salariale entre les deux budgets a été revue en 2020, l'inscription sur le budget général augmente alors que celle sur le budget annexe diminue. La refacturation entre les deux budgets est, elle aussi, ajustée pour tenir compte de cette nouvelle répartition.

Les charges de gestion courante réalisées sur le Budget Autolib' pour le compte du budget annexe (refacturation)

184 000 € soit 0,39 % des dépenses réelles.

Autres charges (les dépenses de prestation de service, études et honoraires)

99 810 € soit 0,21 % des dépenses réelles

Ce poste comprend les honoraires, les dépenses de conseils juridiques, d'assistance à maîtrise d'œuvre et de communication, ainsi que les charges de gestion courante dédiées au service Velib'.

- **Dépenses d'ordre : 864,30 €**

Les dépenses d'ordre correspondent aux amortissements du matériel et mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

- **Virement à la section d'investissement : 16 635,70 €**

Ce virement à la section d'investissement permet de couvrir les dépenses d'investissement prévues essentiellement en acquisition d'équipements informatiques et bureautiques.

**Recettes de fonctionnement  
(46 958 310 €)**

Les principales recettes du budget annexe Velib' sont composées de la manière suivante :

- **Recettes réelles de fonctionnement 46 958 310 €**

Les recettes des usagers

18 590 310 € soit 39,59 % des recettes réelles

Les recettes usagers ont connu une croissance importante durant l'année 2019, avec le déploiement du service. Depuis l'été le montant perçu par mois est supérieur au million d'euros, et le nombre d'abonnés continue d'augmenter (plus de 250 000 fin octobre contre 155 000 début janvier soit 60 % d'augmentation avant même la fin d'année). L'inscription de recettes pour 2020 tient compte de ces paramètres et s'établit donc à 18,6 millions d'euros, soit 1,55 millions d'euros par mois en moyenne sur l'année.

La Contribution de la Ville de PARIS à l'exploitation et fonctionnement du service

20 200 000 € soit 43,02 % des recettes réelles

Cette contribution est inscrite sur la base de 1010 stations au tarif de 18 800 € par station pour l'exploitation et 1 200 € pour le fonctionnement du syndicat, soit 20 000 € par station au total.

La Contribution des Collectivités hors PARIS à l'exploitation du service

3 960 000 € soit 8,43 % des recettes réelles

Cette contribution est inscrite sur la base de 396 stations au tarif de 8 800 € par station pour l'exploitation et 1 200 € pour le fonctionnement du syndicat, soit 10 000 € par station au total.

La subvention de la Métropole du Grand Paris

4 000 000 € soit 8,52 % des recettes réelles

Cette subvention est arrêtée dans le cadre de la convention financière signée entre le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et la Métropole du Grand Paris. Elle est découpée en deux volets : 3 900 000 € pour l'exploitation du service et 100 000 € de contribution de fonctionnement, arrêtée forfaitairement sur la base de 200 équivalents stations.

Les prestations complémentaires

200 000 € soit 0,43 % des recettes réelles



Des prestations complémentaires (déplacement, fermeture de station...) réalisées à la demande des collectivités adhérentes à la compétence Velib' sont à prévoir. Elles sont financées par les collectivités demandeuses dans le cadre du marché Velib', sur la base du bordereau des prix unitaires prévu en annexe des conventions de superposition du domaine public et de financement, signées entre le Syndicat et les Collectivités. D'autres prestations sont demandées par des tiers (neutralisation) et leur sont refacturées.

### Dépenses d'investissement (77 500 €)

○ **Dépenses réelles d'investissement (77 500 €) :**

Les dépenses d'investissement sont essentiellement constituées de cautions pour un montant de 60 000 euros que l'on retrouve dans les recettes d'investissement. Les autres dépenses sont relatives à l'acquisition de nouveaux mobiliers, matériels informatiques et bureautiques.

### Recettes d'investissement (77 500 €)

○ **Recettes d'ordre (864,30 €) :**

Ces recettes d'ordre sont le pendant des dépenses d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements du matériel et mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

- **Virement depuis la section de fonctionnement (16 635,70 €)**
- **Cautions (60 000€)**

### Bilan

La section de fonctionnement est équilibrée.

La section d'investissement est équilibrée.

**Le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation**, après en avoir délibéré,

**EMET UN AVIS FAVORABLE** sur le Budget primitif 2020 « BUDGET ANNEXE » arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 46 958 310,00 euros
- Recettes : 46 958 310,00 euros

Investissement

- Dépenses : 77 500,00 euros
- Recettes : 77 500,00 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.

*L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 15h56.*

La Présidente,



Catherine Baratti-Elbaz  
Maire du 12<sup>e</sup> arrondissement